Note d’information sur la situation économique nationale

 au troisième trimestre 2022

### L’arrêté des comptes nationaux du troisième trimestre 2022 fait ressortir un net ralentissement de la croissance de l’économie nationale se situant à 1,6% au lieu de 8,7% durant le même trimestre de l’année précédente. Les activités non agricoles ont affiché une augmentation de 3,6% et celles du secteur agricole une baisse de 15,1%.

### Tirée par la demande intérieure, cette croissance a été réalisée dans un contexte d’une forte inflation et d’une aggravation du besoin de financement de l’économie nationale.

**Net ralentissement de la croissance économique**

La **valeur ajoutée du secteur primaire** en volume**,** corrigée des variations saisonnières**,** s’est contractée de 16,2% au troisième trimestre 2022, après avoir enregistré un accroissement de 14,3% le même trimestre de l’année précédente. Ceci s’explique par la baisse de la **valeur ajoutée de** l’agriculture de 15,1% au lieu d’une hausse de 16,6% et de celle de la pêche de 33,2% au lieu d’une baisse de 20,1%.

De son côté, **la valeur ajoutée du secteur secondaire** a connu un net ralentissement de son taux d’accroissement passant de 5,1% durant le même trimestre de l’année précédente à 0,4%. Ceci a été le résultat de la baisse des valeurs ajoutées :

* de l’industrie d’extraction de 10,4% au lieu d’une hausse de 2,8% ;
* du bâtiment et travaux publics de 2,5% au lieu d’une hausse de 14,2% ;
* de « Electricité, gaz, eau, assainissement et déchets » de 0,1% au lieu d’une hausse de 3,8% ;

et de la hausse de celle des industries manufacturières de 2,8% au lieu de 2,5%.

**La valeur ajoutée du secteur tertiaire**, **par ailleurs,**  a enregistré un ralentissement de son taux d’accroissement passant de 8,9% le même trimestre de l’année précédente à 5,7%. Elle a été marquée par le ralentissement des activités de:

* Hébergement et restauration à 50,1% au lieu de 72,5%;
* Transports et entreposage à 5,5% au lieu de 33,8%;
* Services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale à 3,1% au lieu de 3,2%;
* Recherche et développement et services rendus aux entreprises à 2,6% au lieu de 10,7%;
* Commerce et réparation véhicules à 1,4% au lieu de 7,6%;
* Services immobiliers à 1% au lieu de 3,2%.

Et de la hausse de celles de :

* Services financiers et assurances, avec 6,5% au lieu de 5,5%;
* Services rendus par l’Administration publique générale et la sécurité sociale, avec 4,5% au lieu de 4%;
* Information et communication, avec 1,4% au lieu de 0,4%.

Au total, la **valeur ajoutée des activités non agricoles** a connu ainsi, un net ralentissement à 3,6% durant le troisième trimestre 2022 au lieu de 7,4% le même trimestre de l’année précédente.

Dans ces conditions, et tenant compte de la hausse de 3,7% des impôts sur les produits nets des subventions, le **taux de croissance économique** a connu une baisse, passant de 8,7% le même trimestre de l’année précédente à 1,6%.

**Taux d’inflation en hausse**

Aux prix courants, le PIB a connu une hausse de 7,6% au lieu de 13,8% une année auparavant, dégageant ainsi une augmentation du niveau général des prix de 6% au lieu de 5,1%.

**Demande intérieure en net ralentissement**

La demande intérieure a affiché un net ralentissement passant de 8% durant le même trimestre de l’année précédente à 4,3%, contribuant ainsi pour 4,7 points à la croissance économique nationale au lieu de 8,7 points.

C’est ainsi que les dépenses de consommation finale des ménages ont connu un ralentissement de leur taux d’accroissement passant de 6,4% au troisième trimestre 2021 à 2,4% avec une contribution à la croissance de 1,4 point au lieu de 3,8 points.

De son côté, la consommation finale des administrations publiques a affiché une hausse de 4,1% au lieu de 5,7%, avec une contribution à la croissance de 0,8 point au lieu de 1,1 point.

La formation brute de capital fixe (FBCF) a enregistré, de sa part, un net ralentissement à 2,7% au lieu de 11,9% une année auparavant, avec une contribution à la croissance de 0,7 point au lieu de 3 points, durant le même trimestre de l’année précédente.

****Contribution négative des échanges extérieurs****

Au niveau des échanges extérieurs de biens et services en volume, aussi bien les exportations que les importations ont enregistré des fortes hausses durant le troisième trimestre 2022. C’est ainsi que les importations de biens et services ont affiché une hausse de 25,8% au lieu de 15,1%, avec une contribution négative à la croissance de 11,1 points au lieu d’une contribution négative de 5,7 points durant la même période de l’année passée. De leur côté, les exportations ont augmenté de 23,2% au lieu de 19,5%, avec une contribution à la croissance de 7,9 points au lieu de 5,7 points une année auparavant.

Dans ce cadre, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance, se situant à 3,1 points au lieu d’une contribution nulle durant le troisième trimestre 2021.

**Aggravation du besoin de financement**

Avec un ralentissement à 7,6% du PIB aux prix courants au lieu de 13,8% une année auparavant et la hausse de 17,2% des revenus nets reçus du reste du monde, la croissance du revenu national brut disponible a connu un ralentissement passant de 14% la même période de l’année passée à 8,2% au troisième trimestre 2022.

Compte tenu de l’accroissement de 9,5% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 9,3% enregistré l’année passée, l’épargne nationale s’est située à 27,9% du PIB au lieu de 28,8%.

L’investissement brut (FBCF, variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) a représenté 34,8% du PIB au lieu de 30,7% durant le même trimestre de l’année précédente. Le besoin de financement de l’économie nationale s’est ainsi aggravé par rapport au troisième trimestre 2021 passant de 1,9% du PIB à 6,8%.

*En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du troisième trimestre 2022*.

